

# COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 4 avril 1996

4/4/96

## Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président.

## Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,  
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,  
membres effectifs.

## Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président,  
monsieur VAN EECKAUTE, membre effectif,  
monsieur VAN BUYTEN, membre suppléant.

## Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,  
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -  
adjoint bilingue.

27.127/I/P  
CV/DV

Par lettre du 22 juin 1995, le ministre de la Prévoyance sociale a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) sur un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office national d'Allocations familiales pour Travailleurs salariés (O.N.A.F.T.S.).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1er, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 6 juillet et 26 octobre 1995, 29 février, 7 mars et 4 avril 1996 et a émis, en cette dernière séance, à l'unanimité, l'avis suivant.

\*

\*

\*

Le projet d'arrêté royal résulte d'une adaptation du cadre organique qui a reçu l'accord des ministres du Budget et de la Fonction publique le 30 mars 1995 et qui a été fixé par arrêté royal du 23 juin 1995.

Le ministre propose la répartition linguistique suivante des 369 emplois prévus au cadre organique.

*Emplois permanents*

*Emplois en extinction*

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.	N	F
1	3	3	1	1	1	1
2	3	3				
3	10	8				
4	24	25	3	3	3	3
5	5	9				
6	76	74				
7	31	37	29	29	29	29
8	27	29				

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées au sujet du projet soumis.

- Emplois des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> degrés

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2 des lois linguistiques coordonnées (L.L.C.) pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 2 emplois sur 14);

- Emplois des degrés 3 à 8

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 2 emplois de secrétaire d'administration, de 3 emplois de chef administratif et de 7 emplois d'assistant administratif.

Lorsque les 2 emplois de secrétaire d'administration auront été supprimés, 2 emplois de directeur général seront pourvus au cadre permanent.

En outre, le titulaire d'un emploi d'inspecteur principal chef de service est mis à la disposition du service mobilité du service d'administration générale; cet emploi sera supprimé au départ de son titulaire.

Le ministre propose une répartition 48,73%N-51,27%F soit (173N-182F).

Des renseignements complémentaires ont été communiqués par le ministre le 28 septembre 1995 en réponse aux questions posées par la C.P.C.L.

Le ministre fait tout d'abord quelques remarques générales:

- Il existe une tendance à un accroissement progressif du nombre d'attributaires dans les services francophones alors que l'on remarque un statut quo dans les services néerlandophones;
- une 2<sup>ème</sup> évolution a trait à un grand nombre de départs du personnel du côté francophone si bien qu'à la suite du blocage des recrutements de ces dernières années, la majorité des emplois vacants est du rôle français;
- depuis les derniers cadres linguistiques une évolution a été enregistrée dans la répartition de la charge de travail entre les différents rôles linguistiques: les employeurs francophones ont plus tendance à s'affilier à l'O.N.A.F.T.S. en tant que caisse d'allocations familiales ou à y rester alors que l'augmentation du nombre d'attributaires n'ayant pas de caisse d'allocations familiales (chômeurs n'ayant encore jamais travaillé, C.S.T., contractuels...) est plus élevée dans la partie francophone du pays en raison de la crise économique;
- tout ceci signifie que le nombre d'attributaires et d'allocataires francophones a nettement plus augmenté que du côté néerlandophone;
- du côté néerlandophone, les caisses d'allocations familiales se sont par contre développées davantage, de sorte que le volume de travail pour les agents néerlandophones du département Contrôle administratif et financier surtout a proportionnellement augmenté davantage.

Le ministre donne en outre un aperçu des activités de l'administration centrale de l'O.N.A.F.T.S. qui dispose d'une nouvelle structure en 3 départements, ainsi que des données chiffrées relatives aux activités de chaque direction.

De ces données chiffrées, pondérées par le nombre d'emplois prévus pour chaque direction, ressort, par direction, la proportion N/F suivante.

	Nbre emplois	Impor- tance rela- tive	Volume travail %	N	F
<b>Services staff</b>	12	3,38	50N - 50F	1,69	1,69
<b>Dép. Contrôle financier</b>					
- Dir. Contrôle	20	5,63	54,30%N-45,70%F	3,057	2,573
	12	3,38	39,09%N-60,91%F	1,321	2,059
	14	3,94	42,61%N-57,39%F	1,679	2,261
	2	0,56	50 - 50	0,28	0,28
- Fonds d'équi- pement...	8	2,25	52,81%N-47,19%F	1,188	1,062
<b>Dép. paiement des allocations</b>					
- cellule gestion	11	3,10	50 - 50	1,550	1,550
- services paiement	93	26,20	42%N -58%F	11,004	15,196
- conventions internationa- les	29	8,17	72,94%N-27,06%F	5,959	2,211
- contentieux	12	3,38	28,97%N-71,03%F	0,979	2,401
<b>Dép. Appui logistique</b>					
- études et documentation	8	2,25	50 - 50	1,125	1,125
- affaires financières	14	3,94	50 - 50	1,97	1,97
- service juridique	16	4,51	50 - 50	2,255	2,255
- services logistiques	104	29,30	50 - 50	14,65	14,65
<b>TOTAL</b>	355			48,707 ou 48,71%	51,283 ou 51,29%

## CONCLUSION

Compte tenu de l'importance relative que représente chacun des départements à l'égard de tout l'Office, le volume total de travail se chiffre à 48,71%N-51,29%F, soit en chiffres absolus 173N-182F, ce qui correspond à la proposition du ministre.

Le cadre organique comprend 672 emplois et le projet d'arrêté royal de cadres linguistiques 369. Dans la mesure où le projet de cadres linguistiques (qui ne comprend que 369 emplois) transpose effectivement et uniquement tous les emplois de l'administration centrale, la C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet du projet d'arrêté royal (degré 1 à 8).

## REMARQUE:

En raison de la publication au Moniteur belge du 30 décembre 1995 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+ le projet d'arrêté royal de cadres linguistiques ne correspond plus pour le moment à la réalité des grades et des rangs actuellement d'application aux niveaux 1 et 2+ et ne peut dès lors faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Le Gouvernement a toutefois décidé au Conseil des Ministres du 7 mars 1996 de modifier l'arrêté royal du 10 avril 1995 en postposant son entrée en vigueur.

Cet arrêté royal sera après négociation syndicale et après avis du Conseil d'Etat soumis à la signature du Chef de l'Etat.

Dès la publication de ce nouvel arrêté royal rien ne s'oppose à ce que l'arrêté royal des cadres linguistiques soit publié à son tour.

\*

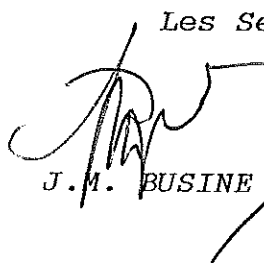
\*

\*

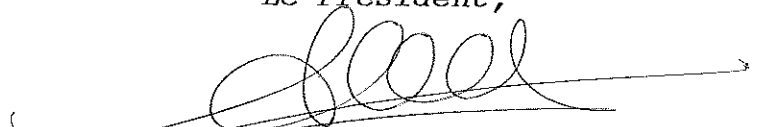
Le présent avis est notifié au ministre de la Prévoyance sociale qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 4 avril 1996

Les Secrétaires,

  
J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

Le Président,

  
A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS

